



CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 9 DÉCEMBRE 2022

PROCES VERBAL DE SEANCE

L'an deux mille vingt-deux, le neuf décembre, à 18 heure 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents :

APPELGHEM Ludovic, BLANDIN Lénaïc, BODÉNEZ Guillaume, BODILIS Jean-François, CALVEZ Gilles, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, FLOCH Jean-Bernard, GOALEC Bernard, GODET Nathalie, GRALL Renaud, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LANGUENOU Céline, LE BRONNEC Erwann, LE GALL Jean-Noël, LE ROY Christine, LE SAUX Jean-Luc, LECLERC Patrick, LENUÉ Françoise, LETEURÉ Tiphaine, LIÉGEOIS Hervé, NOWAK Carine, PHILIPPE Georges, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLÉVÉRÉ Séverine, SERGENT André, SOUDON Chantal, TANGUY Anne, THOMIN Mélanie, TRMAL Marie-France, YVINEC Odile

Excusés :

BOSSER Christian pouvoir à Nathalie GODET
CORNEC Élodie pouvoir à Lénaïc BLANDIN
GUILLORÉ Alexandra pouvoir à Patrick LECLERC
HERVOIR Stéphane pouvoir à Céline LANGUÉNOU
LÉON Jean-Jacques pouvoir à Christine LE ROY
MÉVEL Stéphanie pouvoir à Guillaume BODÉNEZ
NICOLAS Angélique
POUPON Julien pouvoir à Morgane QUENTRIC-BOWMAN
RIOU Michel pouvoir à Odile YVINEC
ROULLEAUX David pouvoir à Michel CORRE
SOUN Véronique pouvoir à Anne TANGUY

Absents : BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques

Secrétaire de séance : Michel CORRE

Propos liminaires du président Patrick LECLERC

Quelques propos liminaires en guise d'introduction, tout d'abord je voudrais faire en premier lieu un retour sur la réunion qui s'est tenue ici même il y a un peu plus de deux heures, en présence du Préfet, des Présidents d'EPCI et des parlementaires à l'initiative de l'Association des Maires du Finistère et du SDEF pour évoquer les sujets énergétiques ; Mélanie THOMIN qui était présente également pourra compléter. Il n'est pas sorti énormément de choses de cette réunion, mais c'est un sujet qui nous

préoccupe.

La plupart des communes du Finistère achètent leur électricité et leur gaz via un groupement géré par le syndicat départemental d'énergie (le SDEF).

Les nouveaux contrats passés durant l'été font exploser la facture des collectivités locales.

Les nouveaux tarifs des contrats gaz et électricité ont été conclus auprès d' Engie pour l'électricité et de Total Energie pour le gaz.

L'explosion des factures de presque 100 millions d'euros en 2023 pour l'ensemble des membres du groupement : 74 M€ en plus pour l'électricité et 21,5 M€ pour le gaz soit des hausses respectives de 247 et 412 % est source d'inquiétude.

Le président relève que la réunion a permis d'avoir quelques éléments de compréhension et des explications sur la méthode qui a été employée pour les contrats qui ont été signés et qui explique aujourd'hui les difficultés.

Des éléments de contexte ont aussi été exposés comme les cours du marché de l'énergie : aujourd'hui c'est un cours européen avec des fluctuations de prix entre Pays qui sont difficilement compréhensibles : un prix au Portugal de 569.00 €, en Allemagne un autre à 490.00 €.

Il a aussi été indiqué que les marchés ont été notifiés en juillet, date à laquelle normalement le prix de l'électricité est le plus faible, or en 2022 c'était la période où le prix était le plus fort. Les offres avaient une durée de validité de deux heures avec des cours très volatils et il fallait notifier tout de suite après réception des offres. Il n'y avait pas pléthore de candidats, puisque sur le lot électricité, il n'y avait que deux candidats : malheureusement le choix n'était pas très grand.

Les échanges avec les différents acteurs présents ont montré une volonté d'essayer de voir s'il était possible de se sortir de ces marchés et dans quelle mesure, si l'on pouvait aussi travailler sur les avenants à la baisse : effectivement c'est une habitude dans les collectivités d'avoir des avenants à la hausse, et ce n'est pas coutume mais pour une fois essayer de négocier avec le titulaire du marché un avenant à la baisse. Le résultat de cette négociation reste très aléatoire.

La mise en place d'un bouclier tarifaire ou d'un dispositif amortissant les coûts de l'énergie semblable à celui destiné aux petites collectivités (moins de 2 M€ de budget de fonctionnement et moins de 10 salariés) est aussi une hypothèse à l'étude.

Il n'y a pas eu de réponse précise mais se dégage néanmoins, une volonté entre les services de l'Etat et les services du SDEF de travailler juridiquement sur les modalités pour les collectivités locales de ne plus être liés par ces marchés.

Une étude juridique approfondie va être lancée pour examiner les issues de sortir de ces contrats ou du moins pour ne pas subir les augmentations contractuelles.

Des décomptes pour les intercommunalités ont bien été demandés au SDEF qui n'a pas encore communiqué d'information sur les montants prévisionnels de facturation de l'énergie. Les communes ont reçu récemment un nouveau courrier indiquant que les amortisseurs mis en place ont pu réduire la facture, même si elle demeure conséquente : si on prend le cas de la Ville de Lanerneau, de 1,3 M € le surplus à consommation égale passerait à un peu moins d'1M€, avec 300 000.00 € de gagnés, uniquement sur l'électricité car sur le gaz aujourd'hui, il n'y a pas d'évolution.

Les EPCI n'ont pas encore reçu ces courriers, qui nous importent aussi, puisque l'impact de l'énergie sur le budget qui a augmenté de façon conséquente serait d'environ d'1M€ pour la Communauté d'Agglomération.

Deuxième point. là non plus toutes les réponses n'ont pas été apportées : le ou les délestages possibles auxquels le territoire pourrait être confronté. Sur décembre il a été confirmé qu'il n'y aurait pas de délestage en France et notamment sur le territoire communautaire. Il est possible de s'y attendre plutôt sur la période de janvier, c'est la période où la température est la plus fraîche et en regardant sur les années passées à chaque fois autour du 10 janvier. Le processus nous a été communiqué, à J -3 les informations, à J -2, J -1, jusqu'au jour J, cela nécessitera encore des calages, notamment par rapport à nos écoles, aux personnes qui sont sous respirateurs ou sous appareils de soins. Des éclaircissements seront apportés au fur et à mesure que les problèmes seront remontés, les problèmes des feux rouges, des ascenseurs, des portes automatiques :

comment faire pour rentrer dans un bâtiment public s'il n'y a pas d'électricité ?... il faudra que tous ces points soient un minimum anticipés, c'est plutôt rassurant.

Les élus ont été invités à relayer un conseil : celui de télécharger l'application Eco Watt : de cette manière il est possible de collecter des informations et je crois qu'aujourd'hui l'application n'est pas bien téléchargée en proportion de la population nationale.

Troisième point que je souhaitais évoquer, compte tenu de l'actualité, et de l'émoi légitime suscité par les articles d'hier remontant des inquiétudes quant à l'organisation de l'hôpital Ferdinand Grall, je vous proposerai après un échange avec quelques-uns d'entre vous de voter un vœu de soutien en fin de conseil. J'ai d'ailleurs reçu un mail de Jean-François BODILIS qui félicitait, certes de manière anticipée une prise de position de la collectivité. Vous avez pu lire en effet dans la presse hier un article concernant les préoccupations vis-à-vis de l'hôpital (fermeture nocturne du service des urgences du 23 décembre au 1^{er} janvier 2023...).

Je n'aime pas trop prendre ce type d'initiative au dernier moment pour vous laisser le temps d'avoir les tenants et les aboutissants.

C'est vrai que je n'aime pas trop anticiper, c'est ce que j'ai mis dans le mail si vous avez eu le temps de le lire, car sur des sujets de ce type-là, il est besoin d'avoir les différentes versions pour pouvoir se positionner. Néanmoins, le vœu que je propose que l'on mette à l'ordre du jour est plutôt consensuel et montre l'attachement que nous avons à l'hôpital sur notre territoire et son importance. Je rappelle comme c'est inscrit dans le vœu que le projet de territoire mentionne bien l'hôpital comme une pierre angulaire de la santé sur notre territoire et aussi toute l'importance qu'il revêt. Tout ceci nécessite des explications et aussi un travail collectif pour pouvoir résoudre les différentes difficultés qui peuvent se présenter.

Et enfin, un sujet plus léger, la Communauté vient de faire l'acquisition d'un ouvrage qui s'appelle « Entre Léon et Cornouaille », peut-être que les communes l'ont aussi acquis. Je propose que chaque élu communautaire puisse en recevoir un. La Communauté en a acheté 70 exemplaires ; cet ouvrage pourra être remis aux personnalités qui viendront nous voir ou qui seront accueillies sur notre territoire. Vous aurez la possibilité d'en prendre un mis à votre disposition à l'issue de la séance plénière tout à l'heure. C'est un ouvrage qui vous permettra à tous d'avoir encore une meilleure connaissance du territoire et de son patrimoine, en tout cas de la parfaire. En achetant quelques exemplaires, c'est un encouragement aussi à cette édition qui est le résultat d'un travail de longue haleine qui a mis quelques années avant de se finaliser.

DIRECTION GÉNÉRALE

Affaires générales

DCC2022_139 Approbation du PV du conseil de Communauté du 30 septembre 2022

Résumé :

Le procès-verbal du conseil de Communauté du 30 septembre 2022 qui décrit chaque point porté à l'ordre du jour et rend compte des débats doit être approuvé par les membres du conseil de Communauté.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve le procès-verbal de la séance du conseil de Communauté du 30 septembre 2022.

DCC2022_140 Réhabilitation de l'aire de lavage - Atelier Environnement Zone de Saint-Ernel Landerneau

Résumé :

Demande de report de la DSIL 2022. Cette dotation a été notifiée sur les aménagements d'abris vélos sécurisés. Il est demandé à l'État de la flécher sur le projet de réhabilitation de l'aire de lavage de l'atelier environnement.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le Président à solliciter la DSIL 2022 auprès des services de l'État pour la réhabilitation de l'aire de lavage du service environnement selon le plan de financement ci-après :

Plan de financement prévisionnel
Montant total HT du projet

Poste de dépenses	Montant (€)	Recette	Montant (€)
Acquisition foncière	5 000	DSIL 2022	45 600
Travaux	110 000	Maître d'ouvrage CAPLD	80 600
Honoraires maîtrise d'oeuvre	7 200		
Honoraires contrôle technique	2 000		
Coordonnateur sécurité (SPS)	1 500		
Etudes préalables, levé TOPO	500		
Total	126 200 €	Total	126 200 €

DIRECTION GÉNÉRALE

DCC2022_141 Conditions de reversement de la part de taxe d'aménagement perçue par les communes pour les dépenses d'équipement supportées par la Communauté dans le cadre de l'exercice de ses compétences.

Résumé :

L'article 109 de la Loi de Finances 2022 rend obligatoire le reversement par les communes de tout ou partie du montant de la taxe d'aménagement à l'EPCI dont elles sont membres, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de ces communes, des compétences de l'EPCI. Les conditions de ce reversement sont prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'EPCI.

Débats : Patrick LECLERC explique que c'est un sujet qui a fait l'objet d'échanges entre les Maires du territoire. Depuis la loi de finances pour 2022, les communes qui ont institué la TA doivent reverser une partie du produit à l'intercommunalité ; Pour être clair, jusqu'à présent seul le principe de reversement à la communauté de la part communale de la TA perçue sur les ZAE

aménagées par la Communauté a été adopté. Cette pratique est déjà mise en place depuis quelques années dans notre intercommunalité sur une base contractuelle puisque les communes concernées ont signé une convention de répartition. Aujourd'hui, il s'agit d'élargir ce reversement de la TA perçues par les communes au titre de l'ensemble des dépenses d'équipement réalisées sur leur territoire par la Communauté concourant aux opérations et actions financées par cette taxe. Ce reversement, cette répartition de la TA doit faire l'objet d'un commun accord.

Le Président propose de voter cette délibération puisque cette logique a déjà été entérinée sur les ZAE intercommunales : ce point constituait une déclinaison du pacte financier et fiscal : avant la mise en place de cette répartition la Communauté de communes réalisait l'investissement sans percevoir une partie du produit de la TA générée par cet investissement ; la taxe d'aménagement revenait aux communes sièges des opérations alors que l'intérêt général bien compris postule de contribuer au pot commun pour le développement global de l'intercommunalité. Le Président précise que dans le cas d'une salle de sports, puisque l'ambition est de porter un tel projet sur Daoulas pour le compte à la fois du collège et des communes du secteur sud ne générera pas de taxe d'aménagement comme beaucoup d'équipements publics d'ailleurs en sont exemptés.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Adopte le principe du reversement à la Communauté de la part communale de la taxe d'aménagement perçue par les communes, suivant les modalités suivantes :

- L'intégralité du produit de la taxe d'aménagement perçue par les communes sur les zones d'activité économique aménagées par la Communauté,
- L'intégralité de la taxe d'aménagement perçue par les communes correspondant à la part de la Communauté dans le financement des équipements pour la mise en œuvre des opérations d'aménagement sur le territoire de la Communauté relevant de ses compétences, à déterminer pour chacune des autorisations d'urbanisme accordées générant le versement de la Taxe d'Aménagement aux communes.

Article 2 : Autorise le Président à établir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Dissolution du Syndicat mixte du Spernel

Résumé :

Il est proposé de dissoudre le seul syndicat "eau" perdurant entre deux intercommunalités compétentes en matière d'eau potable, la Communauté de Communes du Pays des Abers et la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas.

Projet de délibération retiré de l'ordre du jour

SERVICES À LA POPULATION

DCC2022_142 Approbation de l'avant-projet définitif (APD) pour le réaménagement de la Maison des Services Publics. Autorisation de programme-crédits de paiement (AP/CP)

Résumé :

Dans le cadre du projet de travaux de réaménagement des locaux de la Maison des Services Publics, il est désormais nécessaire d'adopter l'avant-projet définitif ainsi que l'autorisation de programme.

Débats :

Jean-Luc LE SAUX explique que la lisibilité de l'accès aux services n'est pas évidente et pas facile à comprendre avec la dispersion notamment sur les 2 niveaux RDC et rez de jardin de la MSP de l'essentiel des locaux réservés aux services sociaux.

Le vice-président précise que les marchés pour l'aménagement de la MSP devraient être passés courant du premier semestre 2023 avec un achèvement prévu mi 2024

Jean-François BODILIS pose la question de savoir si au-delà des aménagements spécifiques aux personnes à mobilité réduite, toutes les autres situations de handicaps ont été prises en compte dans le cahier des charges. Il demande également si une commission accessibilité propre à la Communauté rendra un avis après avoir été consultée.

Jean-Luc LE SAUX répond qu'un avis sera bien rendu, le travail préparatoire a été effectué par un cabinet d'architecte qui connaît bien le bâtiment pour y être intervenu au début des années 2000. Il y a eu des échanges sur ce sujet avec les opérateurs et les agents qui travaillent sur le site.

Tiphaine LETEURE demande s'il existe une boucle d'induction magnétique dans cette salle à l'intention des malentendants ?

Patrick LECLERC répond que la question sera à étudier et confirme bien l'existence d'une commission d'accessibilité propre à la Communauté qui sera sollicitée sur le projet de réaménagement. Au-delà de l'aspect dégradé du parvis, il y a surtout un affaissement à reprendre avec le projet d'une meilleure visibilité et accessibilité au bâtiment. A l'intérieur de l'ouvrage, les travaux conduiront à un gain d'espace qui pourra être utilisé pour la création de nouveaux bureaux.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Approuve l'avant-projet définitif tel que présenté en annexe

Article 2 : Vote le coût prévisionnel des travaux pour un montant de 785 000 €HT valeur octobre 2022

Article 3 : Autorise le Président à signer le permis de construire correspondant à cette opération et à accomplir tous les actes y afférents afin de permettre le bon déroulement de l'opération dans le respect du calendrier

Article 4 : Vote la forme d'AP/CP selon la ventilation suivante :

Total autorisation de programme 917 763,18 €

CP 2022	32 301,32 €
CP 2023	665 798,20 €
CP 2024	133 106,14 €
CP 2025	42 854,51 €

La dépense en résultant sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget de l'exercice en cours fonction 524 – nature 2135.

Article 5 : Autorise le président à solliciter les subventions auprès des différents niveaux territoriaux et notamment la DETR 2023 au titre d'une opération relevant d'une priorité 1 « maintien des services publics en milieu rural et services à la population » .

Les aménagements prévus venant conforter la MSP dans ses fonctions d'accès et d'accompagnement des usagers à une offre de services correspondant pour une fraction croissante à des démarches concernant des administrations d'Etat (SGC, ANTS...), des organismes sociaux (CPAM, CAF) et d'insertion (PLIE, Pôle Emploi, Mission Locale, Sato intérim...)

SERVICES À LA POPULATION

Aqualorn

DCC2022_143 Modification de la pénalité transport pour les établissements scolaires en cas d'annulation de leur venue en séance de natation ou de voile.

Résumé :

Ces derniers mois, plusieurs établissements scolaires ont annulé un déplacement sans prévenir le transporteur ou la Communauté ce qui occasionne un coût inutile pour la collectivité. Il est proposé au conseil de Communauté d'augmenter le montant de la pénalité appliquée dans cette situation.

Débats :

Jean-François BODILIS, au vu de cette mesure qu'il qualifie de répressive, souhaite savoir s'il y a eu des échanges préalables avec les établissements scolaires pour les alerter et si un ou plusieurs d'entre eux sont particulièrement concernés. Il se demande pourquoi la voie de la responsabilisation des écoles n'est pas plutôt privilégiée.

Nathalie GODET répond que ces annulations de séances sont aléatoires, et pas le fait d'un établissement en particulier puisqu'au sein des écoles il y a plusieurs classes susceptibles d'être bénéficiaires des transports scolaires (classes de voile, séances de natation). Il n'y a pas un établissement scolaire de particulièrement ciblé par les nouvelles dispositions proposées dans le projet de délibération. Il n'y a pas d'écoles qui cumulent cette pratique en général .

Patrick LECLERC préfère parler de responsabilisation car le nombre d'annulations non signalées est en hausse, même si des circonstances atténuantes ont pu être accordées au regard des conditions particulières rencontrées ces derniers temps (crise sanitaire Covid).

Néanmoins, ce sont huit écoles l'année dernière (précision apportée à Georges PHILIPPE) qui n'ont pas avisé la Communauté avec pour conséquence des déplacements effectués par les transporteurs en pure perte et sans objet.

Il s'agit de manifester par la mesure proposée un minimum de respect au transporteur. En plus, si cette mesure permet d'éviter les déplacements inutiles et réduire la somme de moitié, c'est toujours ça de gagné pour la collectivité qui pratique la gratuité des transports et de l'accès à ces activités de classes de voiles ou de natation.

Marc JEZEQUEL demande si une communication sera faite vers les établissements scolaires ? Georges PHILIPPE souhaiterait refacturer aux écoles cette pénalité qui tombera sur les communes. En effet le transporteur facture le transport à la Communauté, qu'il y ait des enfants dans le car ou pas.

Nathalie GODET répond qu'elle va se tourner vers Vincent QUERREC qui est en lien direct avec les établissements scolaires. Car il faut savoir qu'au-delà du transport, si une classe n'arrive pas à

Aqualorn, c'est quand même un créneau réservé avec la présence d'animateurs sportifs qui est inoccupé. C'est la moindre des choses que de prévenir et cette augmentation de la pénalité est un levier afin d'essayer de sensibiliser.

Patrick LECLERC précise que le tarif pratiqué est issu d'une moyenne, puisque le coût n'est pas le même pour un transport piscine en provenance d'un établissement de Landerneau que pour celui d'une école située à Logonna-Daoulas par exemple. Effectivement, il a été précisé en Bureau élargi aux Maires que les contributeurs seront les communes qui ont des écoles et qui financent ce genre de prestations. Néanmoins, il estime qu'il est temps de responsabiliser ces comportements, et après effectivement des explications peuvent être apportées, mais dans un premier temps il convient de passer cette responsabilisation de 50 € à 200 €. Ce sera sûrement suivi d'effets, et puis c'est une piqure de rappel pour que les services communautaires soient prévenus au plus tard à 16H00 la veille afin qu'ils puissent s'organiser.

Gaëlle CALVEZ-BARNOT comprend parfaitement le principe de responsabilisation des acteurs, mais par contre souhaite se faire l'avocate du système éducatif : parce qu'anticiper et prévenir le vendredi précédent pour une séance le lundi, en cas de force majeure, c'est quand même assez compliqué de le faire.

Nathalie GODET explique aussi qu'au pire, si la séance se déroule l'après-midi, en prévenant le lundi matin, il est quelques fois possible de prévenir le transporteur à temps afin qu'il ne se déplace pas. Si c'est vraiment un cas de force majeure, effectivement il y a toujours moyen de s'arranger. Mais normalement il faut prévenir la veille avant 16H00 si une absence est prévue, car il faut bien établir des règles qui rentrent dans un cadre.

Patrick LECLERC répond que les cas de force majeure seront examinés, mais dans la plupart des cas, il s'est agi tout simplement d'oublis, la démarche est logique par rapport au transporteur, et s'il existe des circonstances de force majeure, la collectivité saura se montrer souple, mais il s'agit de règles qui existent déjà qui sont rendues plus rigoureuses.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Fixe le coût de l'indemnité forfaitaire à 200 €, pour les établissements scolaires ne prévenant pas Aqualorn et le transporteur, dans le délai fixé par la délibération du 13 octobre 2004 (au plus tard la veille de la séance avant 16h00 ou avant 16h00 le vendredi précédent pour une séance ayant lieu le lundi).

DCC2022_144 Approbation du principe de gestion de la crèche d'entreprises « la Cabane aux Bruyères » à Plouédern sous la forme juridique d'une délégation de service public et validation du cahier des charges

Résumé :

Le contrat de délégation de service public relatif à la gestion et à l'exploitation de la crèche « la cabane aux bruyères » a été confié à la SCIC En Jeux d'Enfance le 23 août 2016 pour une durée de 6 ans. La Communauté a souhaité se laisser un délai supplémentaire pour mener une réflexion sur le devenir de cet équipement et son mode de gestion. Cette réflexion a conduit à reporter

l'échéance de la fin du contrat de DSP au 22 août 2023. Néanmoins, il convient, dès maintenant, d'organiser le renouvellement de cette DSP, dans la mesure où la procédure administrative pour une telle démarche est d'environ 1 an.

Débats :

Jean-François BODILIS souhaite savoir si les modalités actuelles ont été partagées avec le délégataire, puisque les conditions évoluent sur le loyer, mais aussi sur la perception des recettes. Est-ce une réflexion uniquement de la Communauté d'agglomération ou aussi partagée par le délégataire ? La phrase « qui doit lui permettre de » l'inquiète un peu, le délégataire se sent-il en capacité de le faire ?

Nathalie GODET explique que la collectivité échange régulièrement avec le délégataire depuis le début. Le cahier des charges a été rédigé par une commission spécifique, et normalement le délégataire est en mesure de répondre à celui-ci ; il est vrai qu'il existe aujourd'hui une remise en concurrence.

Patrick LECLERC indique que c'est une délégation de service public, que chaque candidat se trouve sur un même pied d'égalité. Bien entendu, la Communauté d'agglomération en sa qualité de propriétaire du bâtiment échange régulièrement avec le délégataire, qui n'est d'ailleurs pas Don Bosco mais la SCIC « Enjeux d'Enfance ». Cette délibération acte le fait que la procédure est lancée. Cette rédaction du cahier des charges résulte des règles qui régissent les délégations de service public.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Valide le principe du renouvellement du contrat de concession sous forme de délégation de service public,

Article 2 : Approuve le cahier des charges,

Article 3 : Autorise le président à lancer la procédure de consultation.

SERVICES À LA POPULATION

DCC2022_145 Promotion de la langue et de la culture bretonne. Accompagnement des animations menées par l'association Ti ar Vro et réalisation d'un dépliant

Résumé :

En matière de cohésion sociale, le projet de territoire affiche comme axe la valorisation du patrimoine matériel et immatériel. La Communauté souhaite ainsi mieux définir son soutien pour maintenir la vitalité de l'identité bretonne sur son territoire.

Débats :

Jean-François BODILIS demande si la Communauté a une réflexion en cours pour apporter une aide particulière au festival Kann Al Loar suite aux difficultés financières que connaît le festival après l'édition 2022, financièrement c'est compliqué, il manque de l'ordre de 30 000 € de trésorerie, une somme à mettre en relation avec le budget pour l'édition s'établissant à 160 000 €,

Patrick LECLERC répond que le sujet n'a pas été évoqué, car les responsables du festival sont eux aussi en pleine réflexion. Effectivement, le concept a eu du mal à être tenu en 2022, et s'il est maintenu, le Président ne voit pas comment le festival pourrait se rééquilibrer financièrement. Pour autant, des rencontres seront prochainement programmées afin de connaître leur position et voir si la Communauté d'agglomération a matière ou pas à les aider, ce qui dépendra aussi de leur choix futur (revoir le concept et la programmation).

L'association Ti Ar Vro a pu bénéficier de l'ordre de 2 800 € cette année via les appels à projets lancés par la Communauté pour les animations touristiques, mais la redéfinition des animations qui peuvent être soutenues dans le cadre de la politique touristique ne permet plus désormais à l'association Ti ar Vro de prétendre au soutien de la Communauté à ce titre.

Aussi, cette délibération traite de la promotion de la langue bretonne, qui pour la première année aura un budget identifié, avec cette proposition d'accompagnement de Ti Ar Vro, en complément des autres actions qui vont être menées, comme le dépliant informatif qui à terme permettra aux habitants de connaître les actions en faveur de la langue bretonne sur le territoire, d'identifier toutes les ressources sur le territoire qui soutiennent la langue et la culture bretonnes (enseignement bilingue, activités en langue bretonne, toponymie...).

Melanie THOMIN est favorable à cette délibération puisque Hanvec a accueilli l'association Ti Ar Vro l'année dernière dans leur animation itinérante à travers les communes rurales. Les membres étaient venus danser la gavotte du Kernevodez et c'est une expérience à renouveler à l'avenir. Est-ce que cette délibération ne serait pas l'embryon d'une nouvelle compétence au sein de la Communauté d'agglomération, axée sur le soutien et la promotion de la culture ?

Patrick LECLERC répond qu'aujourd'hui non, car la culture va au-delà, ce qui voudrait dire que les communes se dessaisissent de cette compétence et ce n'est pas à l'ordre du jour. Par contre l'idée est bien d'avoir ce volet sur la langue bretonne, qui n'est pas une compétence en tant que telle, mais qui peut être valorisée à l'échelle du territoire : soit dans l'engagement via la charte Ya d'ar Brezoneg ou via l'accompagnement au travers d'autres initiatives. Aujourd'hui, la réflexion ne porte pas sur un élargissement à la culture et de la prise de compétence par la Communauté dans ce domaine. Il y a d'ailleurs peu d'EPCI qui ont cette compétence, peut-être quelques petits bouts sur certains équipements, mais cette compétence culturelle est un autre sujet.

Hervé LIEGEOIS indique que TREMAOUEZAN a donné libre accès à Ti Ar Vro pour ce qui est des manifestations : les jardins de la commune leurs sont ouverts.

Patrick LECLERC répond que l'association a aussi besoin de soutiens financiers pour rémunérer les animateurs quand ils se déplacent.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Décide du versement d'une participation de 4 000 € à l'association Ti ar Vro pour les animations 2022 qui n'entrent plus dans le volet touristique de la politique communautaire

Article 2 : Décide la réalisation d'un dépliant faisant un état des lieux des ressources existantes dans le champ de la langue et de la culture bretonne sur le territoire en confiant cette prestation à l'association Ti Ar Vro et en consacrant un crédit de 1000 € dès 2022 pour lancer sa confection,

Article 3 : Autorise le Président à signer une convention avec l'association Ti Ar Vro pour formaliser le partenariat en faveur du développement de la langue et de la culture bretonne.

TECHNIQUES

Eau potable

DCC2022_146 Tarification du service eau potable 2023 sur la commune de Hanvec

Résumé :

La Communauté définit chaque année ses besoins financiers (part délégant) pour assurer le financement du service eau potable, cette part venant en complément de la part délégataire fixée contractuellement chaque année et permettant de définir la grille tarifaire applicable pour 2023 dans le cadre de la convergence tarifaire.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Approuve les parts délégant applicables aux redevances intégrées aux grilles tarifaires du service eau potable présentées en annexe et applicables au 1^{er} janvier 2023.

Départ de Françoise LENUÉ à 19H50 qui a donné procuration à Jean-Luc LE SAUX pour la suite de la séance

DCC2022_147 Contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'eau potable - approbation de l'avenant n°4

Résumé :

Dans le cadre de son service public de l'eau potable, et en accord avec son délégataire la SPL Eau du Ponant, la Communauté souhaite modifier le système de facturation de la part abonnement : celui-ci ne sera plus facturé pour le semestre à venir mais pour le semestre en cours.

Débats : Jean-François BODILIS expose qu'après plusieurs lectures de la délibération, il s'est posé la question de savoir si à un moment donné, les abonnés les plus fragiles ne vont pas dans la période transitoire avoir une grosse facture à régler avant de retrouver un rythme normal.

Chantal SOUDON répond que la facture la plus importante est déjà passée, et qu'il ne reste plus que la part variable à acquitter.

Patrick LECLERC explique qu'en fait, les usagers vont sur la prochaine facture gagner un demi abonnement. Ce changement est assez logique, mais à l'époque, dans de nombreux syndicats, les modalités de calcul et de paiement avaient été fixées ainsi.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Approuve les dispositions de l'avenant n°4 au contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'eau potable.

Article 2 : Autorise le Président à signer cet avenant.

TECHNIQUES

Assainissement

DCC2022_148 Maintien de la part investissement dans le tarif assainissement collectif

Résumé :

La Communauté a délibéré en 2021 sur l'augmentation du tarif de l'assainissement de 2% pour faire face à des dépenses d'investissement. Cette augmentation était prévue pérenne, mais la délibération, par erreur, n'a été prise que pour l'année 2022. Il est proposé de délibérer à nouveau pour maintenir ces 2% pour les années 2023 et les suivantes.

Débats :

Jean-François BODILIS revient sur la rédaction de la délibération et se demande à la lecture du texte s'il y aura aussi en 2023 l'augmentation de 2 % ?

Chantal SOUDON répond qu'en 2022, l'augmentation a été de 3,32 €/habitant et qu'en 2023, les usagers auront cette même somme de 3,32 € à acquitter. Mais en 2023, il n'y a pas d'augmentation de 2 % supplémentaire, mais seulement l'application de la convergence tarifaire au tarif qui a été relevé l'année dernière.

Patrick LECLERC indique que cette délibération vient préciser la précédente qui n'était pas très claire : ce ne sont pas 3,32 € de plus chaque année. Le tarif 2023 sera le même qu'en 2022, augmenté des éventuelles évolutions des coefficients. Le projet de délibération comprenait un tableau avec les investissements prévisionnels. Le Président fait observer que la commune de LOGONNA-DAOULAS n'est pas oubliée avec le plus gros investissement en assainissement prévu (1,5M/€).

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Maintienne le tarif 2022 de l'assainissement collectif (hors coefficient de révision) pour les années 2023 et suivantes.

DCC2022_149 Participations Financières à l'Assainissement Collectif (PFAC) : Tarifs 2023

Résumé :

La Communauté fixe chaque année le montant des participations financières applicables à l'assainissement collectif. Les tarifs à approuver sont ensuite mis en application par le délégataire dans le cadre du contrat de concession en vigueur.

Débats :

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Approuve la grille tarifaire 2023 ci-dessous et les conditions de son application.

Typologie d'immeuble	Prix total
Immeuble neuf générant un rejet < 10 EH ou 10 pièces principales (construction postérieure à la réalisation du réseau)	3 000 €
Immeuble préexistant à la construction du réseau générant un rejet < 10 EH ou 10 pièces principales	1 500 €
Extension ou réaménagement générant une augmentation du volume de rejet d'eaux usées entraînant un rejet total de l'immeuble >10 EH ou 10 pièces principales	300 € / EH
Appartement supplémentaire ou local considéré à usage domestique ou assimilé (cas d'immeuble collectif)	500 €

Rappel : cette participation ne fait pas l'objet d'un assujettissement à la TVA.

TECHNIQUES

DCC2022_150 Contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'assainissement - approbation de l'avenant n°4

Résumé :

Dans le cadre de son service public de l'assainissement, et en accord avec son délégataire la SPL Eau du Ponant, la Communauté souhaite modifier le système de facturation de la part abonnement : celui-ci ne sera plus facturé pour le semestre à venir mais pour le semestre en cours.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Approuve les dispositions de l'avenant n°4 au contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'assainissement.

Article 2 : Autorise le Président à signer cet avenant.

Réseau de chaleur

DCC2022_151 Réseau de chaleur Tarification 2023

Résumé :

Suite aux conclusions de l'audit technique et financier réalisé en 2022 sur le réseau de chaleur, une mise à jour de la tarification pour l'année 2023 est à envisager.

Débats :

Patrick LECLERC précise que l'idée est d'anticiper le renouvellement de l'équipement, mais les chiffres sont loin de l'augmentation actuelle des tarifs du gaz ou de l'électricité et la formule est transparente comme peuvent le constater les conseillers communautaires.

Chantal SOUDON indique que celle-ci prend en compte aussi d'autres paramètres, la main-d'œuvre, l'amortissement du bâtiment etc... et que les augmentations sont globalement de 80 % pour le bois et de 20 % pour le gaz.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Approuve la tarification suivante pour 2023 :

- **Part Variable** correspondant à la consommation en mWh:
 $R1 = R1_0 \times (a \times (B/B_0) + (1-a)(G/G_0))$ avec $R1_0=44.50$ € HT
- **Part abonnement** correspondant aux dépenses de fonctionnement et à l'amortissement de l'équipement en kW:

$$R2 = R21_0 * \frac{\text{Indice élec}}{\text{Indice éleco}} + (R22a_0 + R22b_0) * \left(0.15 + 0.7 * \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0.15 * \frac{FSD1}{FSD1_0} \right) + R23_0 * \left(0.15 + 0.45 \frac{BT40}{BT40_0} + 0.4 * \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} \right) + R24_0$$

avec $R2_0=38$ € HT

La TVA applicable dans le cadre des réseaux de chaleur biomasse est de 5,5%

TECHNIQUES**Très Haut Débit**

DCC2022_152 Phase 2 du projet Bretagne Très Haut Débit (BTHD) / Avenant Convention de cofinancement

Résumé :

Mégalis Bretagne propose un avenant à la convention de co-financement du déploiement de la phase 1 tranche 2 de Bretagne Très Haut Débit du 20 novembre 2018 pour se conformer au retard de commercialisation des prises.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve les nouvelles conditions de financement proposées par Mégalis Bretagne et le montant de la participation actuellement exigible à savoir 574 741, 97€ en 2022 et 574 741, 98€ en 2023 suite à la réception des travaux par le Syndicat en fin d'opération.

Article 2 : Autorise le président à signer l'avenant à la convention à intervenir fixant notamment les nouvelles conditions de financement.

AMÉNAGEMENT**Aménagement**

DCC2022_153 Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique (SARE) : convention Région-CAPLD année 2022

Résumé :

Le programme SARE (Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique), lancé en septembre 2019 par l'Etat, est le nouvel outil d'organisation et de financement de l'information et de l'accompagnement en matière de rénovation énergétique. Cette contractualisation avec la région permet de fixer des objectifs partagés en matière de rénovation énergétique et de percevoir une subvention en lien avec les outils mis en place par le territoire et les objectifs réalisés.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Approuve l'objet et les modalités du projet de convention avec la Région Bretagne concernant le programme SARE convention financière 2022, tel qu'annexé à la présente délibération,

Article 2 : Prend acte de la subvention de 36 260 € qui sera versée par la Région Bretagne concernant les actions réalisées sur l'année 2022 (subvention prévisionnelle à ce stade),

Article 3 : Autorise le président ou son représentant à signer la convention avec la Région Bretagne et tous autres actes administratifs y afférents.

Urbanisme

DCC2022_154 PLUi - Modification n°1 - Justification de l'utilité de l'ouverture partielle à l'urbanisation de la zone 2AUi de Croas an Heizic - Saint-Thonan

Résumé :

Par délibération en date 28 février 2020, le conseil de Communauté a approuvé le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Il est entré en vigueur le 8 juin 2020. Après deux années d'application, il est apparu nécessaire de faire évoluer le PLUi afin de permettre l'ajustement du document d'urbanisme à certains projets et réflexions, d'améliorer l'écriture réglementaire de certaines dispositions en tenant compte notamment du retour d'expérience de la mise en œuvre du PLUi.

Délibération :**Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :**

Pour : 43

Abstention : 2

BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine

Article unique : Approuve, au regard notamment de la faisabilité opérationnelle du projet, la justification et l'utilité de l'ouverture partielle à l'urbanisation de la zone 2AUI de Croas An Heizic située sur la commune de Saint-Thonan.

AMÉNAGEMENT

DCC2022_181 Débat sur la politique locale de l'urbanisme - années 2021-2022

Résumé :

La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 a introduit l'obligation pour la Communauté, au titre de sa compétence relative au "plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale" depuis le 1er décembre 2015, de tenir, au moins une fois par an, un débat portant sur la politique locale de l'urbanisme (article L.5211-62 du CGCT).

Débats :

Erwann LE BRONNEC indique que la Ville de LANDERNEAU a besoin d'apporter quelques modifications relatives au Site Patrimonial Remarquable.

Chantal SOUDON indique que le permis de construire de la station de conversion à La Martyre lié au projet « Celtic Interconnector » devrait être déposé le 16 décembre 2022. Néanmoins, son instruction sera réalisée par les services de la Préfecture.

Nathalie GODET ajoute qu'au-delà de l'instruction réalisée par le service de la Communauté, c'est aussi appréciable d'avoir un service ADS disponible vers lequel se tourner pour travailler en amont sur des projets portés par des aménageurs privés ou des propriétaires.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Prend acte de la tenue du débat concernant la politique locale de l'urbanisme 2021-2022.

DCC2022_182 Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) - Débat sur les orientations générales

Résumé :

Par délibération n°DCC2020_199 en date 11 décembre 2020, le conseil de Communauté a prescrit l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas, en a défini les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de collaboration avec les communes et celles de la concertation.

Débats :

Patrick LECLERC indique qu'après la présentation des orientations proposées par le RLPi et au vu de la délibération ainsi que de tous les éléments donnés, le Conseil de Communauté doit prendre acte de celui-ci et aussi du débat en séance. Le Président donne donc la parole à l'assemblée communautaire.

Jean-François BODILIS rappelle son attachement aux démarches de démocratie participative et il trouve que cette procédure se rapproche de celle du PLUi. Sa question porte sur l'état d'avancée de ce projet et il souhaite aussi savoir quelles sont les collectivités qui seront amenées à gérer ces différentes concertations.

Patrick LECLERC répond que le pilotage est assuré par l'intercommunalité, aussi bien pour les associations que pour les fabricants et poseurs d'enseignes ou les professionnels de la publicité. Côté calendrier, il indique que l'ensemble de ces étapes seront réalisées en 2023.

Jean-François BODILIS estime que c'est bien de pouvoir aller vite, mais demande quels seront les outils mis en place : la population sera-t-elle consultée ? un site en ligne sera-t-il créé ? Des réunions d'information sont-elles prévues ?

Patrick LECLERC explique qu'il y aura une communication avec les personnes directement concernées qui seront impactées par ce RLPI, notamment les poseurs d'enseignes, les associations environnementales : leurs avis seront pris en compte. Quant à la population, le Président souhaite réserver sa réponse après avoir consulté les services concernés sur la méthodologie de concertation. Une enquête publique sera de toute façon organisée, comme pour le PLUi.

Marc JEZEQUEL reconnaît le travail important qui a été effectué et demande si, au-delà du RLPI, une réflexion a été lancée pour responsabiliser les professionnels sur la mise en place à l'échelle communautaire de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure. Il lui semble que cette taxe n'est aujourd'hui appliquée que par la ville de LANDERNEAU et il souhaite savoir si une telle réflexion est entamée.

Patrick LECLERC indique que cette Taxe Locale sur la Publicité Extérieure n'est pas directement liée au RLPI, mais qu'effectivement elle concerne bien la publicité, il lui semble cependant que sa mise en place est d'initiative communale.

Bernard GOALEC explique que le sujet a fait l'objet d'observations, de discussions et de remarques dans les communes, mais qu'il n'y a pas eu d'arbitrage de réalisé. Néanmoins c'est une vraie question à laquelle il faudra répondre collectivement.

Patrick LECLERC répond qu'effectivement cette question pourrait être abordée.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Prend acte de la présentation des orientations générales du Règlement Local de Publicité intercommunal de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas.

Article 2 : Prend acte que le débat sur les orientations générales du Règlement Local de Publicité intercommunal de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas a bien eu lieu en séance.

AMÉNAGEMENT

Tourisme

DCC2022_156 Fonds de concours : entretien des sentiers de randonnée 2021 - commune de Trémaouézan

Résumé :

La commune de Trémaouézan sollicite le soutien de la Communauté d'agglomération pour contribuer au financement de l'entretien des sentiers de randonnée classés au PDIPR et inscrits au schéma communautaire de randonnée.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Fixe le taux du fonds de concours à hauteur maximum de 50 % des dépenses éligibles soit 2 350 € sur un montant total de 4 700 € pour les dépenses d'entretien 2021 des sentiers concernés.

Article 2 : Autorise le président à passer une convention pour fixer les conditions de versement du fonds de concours qui sera versé sur demande de la commune et sur production d'un décompte général et définitif des dépenses.

Départ de Gwénaëlle DALIS-ABGRALL à 20H30 avant la présentation de la DCC2022_157

DCC2022_157 Fonds de concours : entretien des sentiers de randonnée 2022 - Commune de Daoulas

Résumé :

La commune de Daoulas sollicite le soutien de la Communauté d'agglomération pour contribuer au financement de l'entretien des sentiers de randonnées classés au PDIPR et inscrits au schéma communautaire de randonnée

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Fixe le taux du fonds de concours à hauteur de 50% maximum des dépenses éligibles soit 1 400 € sur un montant total des dépenses d'entretien s'élevant à 2 800 €

Article 2 : Autorise le président à passer une convention pour fixer les conditions de versement du fonds de concours qui sera versé sur demande de la commune et sur production d'un décompte général et définitif des dépenses d'entretien 2022 des sentiers concernés.

AMÉNAGEMENT

DCC2022_158 Fonds de concours : création d'un pôle de services multi-pratiques-commune de Daoulas

Résumé :

Attribution du fonds de concours. La commune de Daoulas sollicite le soutien de la Communauté d'agglomération pour contribuer au financement d'un pôle de services multi-pratiques dont l'objet est de faciliter l'accueil et la pratique des cyclotouristes et randonneurs sur les grands itinéraires.

Débats :

Jean-Luc LE SAUX explique en réponse à une demande de Jean-François BODILIS que l'emplacement du pôle de services multi-pratiques est situé près de la rivière de DAOULAS, rue de la Rive précisément à proximité des commerces et des services. Il s'avère que c'est le lieu le plus adapté par rapport à des aspects techniques, urbanistiques et géographiques. Cet espace comprendra un box de 2 vélos avec prises vélo à assistance électrique, un WC, une douche accessible aux personnes à mobilité réduite, des emplacements sécurisés afin de ranger les vélos et tout le matériel nécessaire au gonflage et aux recharges diverses.

Le dispositif multi-services intègre aussi un abri et des tables de pique-nique à proximité.

Patrick LECLERC précise que deux sites sont en cours de construction à LANDERNEAU, un près de l'aire d'accueil des camping-cars et l'autre dans le parc urbain. Les dimensions sont différentes en fonction des services proposés, mais en tout cas, les gens qui sont en itinérance à vélo pourront réaliser des étapes et aussi visiter le centre-ville en remisant leur matériel en toute sécurité.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Fixe le taux du fonds de concours à 18 % du coût prévisionnel du projet selon le plan de financement qui suit, soit une participation communautaire de 13 892,60 €, participation qui sera ajustée en plus ou en moins en fonction des autres aides obtenues et en fonction de l'évolution que pourrait connaître le coût du projet (passation marchés, avenants...)

Plan de financement prévisionnel

Montant total HT du projet

Dépenses		Recettes (préciser si obtenues, sollicitées)	
Poste	Montant (€)	Financier	Montant (€)
Raccordement eau	6 500	REGION	21 965
Raccordement électricité	1 200	DEPARTEMENT	10 000
Terrassement	4 290	DETR	15 000
Toiture	1 300	CAPLD	13 892,60
Toilettes et douche	51 950	AUTOFINANCEMENT	15 214,4
Box vélo	5 250		
Montage box	482		
Electricien	1 500		
Aléas	3600		
Total	76 072	Total	76 072

Article 2 : Autorise le président à passer une convention pour fixer les conditions de versement du fonds de concours qui sera versé sur demande de la commune et sur production d'un décompte général et définitif des dépenses et des recettes sachant que la commune maître d'ouvrage doit supporter 20 % du montant de l'opération.

DCC2022_159 Subventions aux animations touristiques - 1ère session 2023

Résumé :

La Communauté apporte son soutien aux événements et animations touristiques qui entrent en cohérence avec sa stratégie de développement, redéfinie au conseil du 30 septembre 2022. Il s'agit d'étudier les animations programmées entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2023 et candidates au soutien de la Communauté.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Approuve les participations proposées pour les animations et événements touristiques listés ci-dessous se tenant entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2023, pour un montant global de 6162 €

Organisateurs	Animations	Dates	Lieux	Montant Subvention
Association Prim Vers et Prose	Expo photos "Frontières"	30 avril au 30 sept. 2023	Daoulas	1 006€
Association Atelier Culturel	Les Rives de Nuit	26 au 28 janvier 2023	L'Hôpital-Camfrout, La Forest-Landerneau, Irvillac, Landerneau, Loperhet, Pencran	4 000€
Commune de L'Hôpital-Camfrout	L'appel des plantes	07-mai-23	L'Hôpital-Camfrout	1 156€

Article 2 : Autorise le président à signer la convention, et tout autre acte administratif, avec les communes et associations concernées, pour permettre le versement de la participation.

AMÉNAGEMENT

Mobilité

DCC2022_160 Adoption du Plan Mobilité à l'échelle du territoire de la Communauté et du plan d'actions mobilité 2023

Résumé :

A l'issue d'un travail d'études et de concertation avec les élus et acteurs du territoire, il est proposé d'adopter les objectifs du plan mobilité à l'échelle de la Communauté, feuille de route stratégique et opérationnelle en matière d'amélioration de la mobilité sur le territoire, et le plan d'actions pour l'année 2023.

Débats :

Jean-François BODILIS demande si tous les axes et notamment l'axe 6 seront financés en 2023.

Patrick LECLERC répond que la partie études sera bien financée. La partie exécution nécessitera en effet d'être financée, La Communauté d'Agglomération a voté la mise en place du versement mobilité sur l'ensemble du territoire communautaire, réduit en partie pour vingt et une communes qui peut amener des moyens supplémentaires, mais qui ne suffiront pas à développer une pléthore de services.

Il fallait bien amorcer la pompe et toute augmentation du versement mobilité sera faite en fonction du panel de services qui sera proposé. Concernant l'action 6, il s'agit bien d'un axe transversal qui sera plutôt décliné dans le cadre du PCAET et auquel il faudra aussi octroyer des moyens afin de réaliser les actions, y compris dans la décarbonation des déplacements. La politique des fonds de concours institué par la Communauté peut aussi accompagner le développement des mobilités douces, et cette dimension parfois enserré dans des projets d'aménagements plus globaux portés par les communes.

Mélanie THOMIN remarque un point plutôt réjouissant dans les perspectives pour 2023 : il s'agit de l'étude des pôles d'intermodalités du territoire et notamment le potentiel lié à l'existence de deux gares. Elle demande des informations complémentaires sur le sujet.

Patrick LECLERC indique qu'une réunion avec la Région est programmée prochainement pour échanger sur ce sujet, et aussi sur la ligne Quimper-Landerneau-Brest, afin de connaître les intentions des uns et des autres. Dans le cadre donné par le Président de la République indiquant qu'il y a un travail à effectuer sur les lignes menant aux métropoles, il y aura sûrement des subventions à aller chercher si l'on veut que le service soit opérationnel sur cette ligne.

Il n'est pas possible de dire aujourd'hui qu'elle est efficiente, que ce soit en termes de fréquentation où en termes d'horaires. Les annulations de trains sont assez fréquentes, et c'est un travail sur ces problématiques qui va être mené. La Région et la Communauté d'agglomération sont relativement ouvertes, notamment sur l'idée pourquoi pas d'une gare supplémentaire, si la possibilité existe de tenir un service performant, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui en termes de cadencement et en termes de transports. Effectivement, cette ligne souffre de ces aléas qui font que nombre de passagers ont abandonné ce mode de transports en commun au profit de la voiture. C'est un sujet d'importance qui sera à traiter, puisque le territoire communautaire a la chance de posséder deux lignes ferroviaires, autant essayer de maximiser leur utilisation.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Adopte les objectifs du plan mobilité et la méthode d'évaluation proposés dans le document annexé à la présente délibération,

Article 2 : Adopte le plan d'actions mobilité pour l'année 2023.

DCC2022_161 Ti-Vélo : Convention de gestion du service de location de VAE en libre service entre la Communauté et la Commune de Landerneau.

Résumé :

Suite à la demande de la ville de Landerneau exprimée par le conseil municipal du 23 avril 2021, dans le cadre du transfert de compétence mobilité, la gestion du service de location de VAE en libre-service (Ti Velo) a été déléguée à la commune de Landerneau. La convention de délégation arrivant à échéance, il est proposé de reconduire ce mode de gestion pour une année supplémentaire dans les mêmes conditions.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article unique : Acte la reconduction de la convention de délégation de gestion du service de location de vélos courte-durée (Ti Velo) à la Ville de Landerneau jusqu'au 31 décembre 2023.

AMÉNAGEMENT

DCC2022_162 Commission de délégation de service public "transport" - Création et conditions de dépôt des listes

Résumé :

Conformément aux dispositions des articles L. 1411-5 et D. 1411-5 du CGCT, il est proposé au conseil de Communauté de créer une commission de DSP "transport" et de fixer les conditions de dépôt des listes.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Crée une commission de délégation de service public « transport » qui sera chargée de procéder à l'ouverture et à l'analyse des plis contenant les candidatures et les offres,

Article 2 : Fixe les conditions de dépôt des listes de la commission de délégation de service public comme suit :

- la(les) liste(s) sera(ont) déposée(s) auprès du président en début de séance du conseil de Communauté du 9 décembre 2022,
- la(les) liste(s) devra(ont) indiquer les noms et prénoms des candidats aux fonctions de membres titulaires et suppléants de la commission ;

Article 3 : Autorise le président à effectuer les démarches et à signer tous documents afférents à la présente délibération.

DCC2022_163 Commission de délégation de service public "transport" - Désignation des membres

Résumé :

Il est proposé au conseil de Communauté de procéder au vote des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants de la commission DSP "transport".

Débats :

Le Président sollicite l'assemblée sur le mode de scrutin de cette délibération relative à la désignation des membres de la commission; aucune demande de vote à bulletin secret n'ayant été formulée, le président procède au vote à main levée,

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Désigne élus les 5 membres titulaires de la commission de délégation de service public «Transport » suivants :

**Bernard GOALEC
Alexandra GUILLORÉ
Jean-Luc LE SAUX
Julien POUPON
Jean-Bernard FLOCH**

Article 2: Désigne élus les 5 membres suppléants de la commission de délégation de service public « Transport» suivants :

**Stéphane HERVOIR
Gilles CALVEZ
Anne TANGUY
Joël CANN
Jean-François BODILIS**

AMÉNAGEMENT**Habitat**

DCC2022_164 Aires d'accueil des gens du voyage : tarification 2023

Résumé :

Actualisation annuelle des tarifs d'occupation des aires d'accueil des gens du voyage à Landerneau.

Débats :

Patrick LECLERC indique attendre des réponses de l'Etat au sujet de la prise en compte de l'impact énergétique pour les gens du voyage et les collectivités gestionnaires de ces aires : l'impact énergétique n'est pas neutre et par exemple à Carhaix, la facture liée à l'énergie de ces aires a augmenté de plusieurs dizaines de milliers d'euros. Aujourd'hui, l'accompagnement est assez flou, A l'instar d'un locataire d'un logement social qui bénéficie d'un bouclier tarifaire, il n'y a pas de raison que les collectivités gestionnaires d'aire d'accueil des gens du voyage n'en bénéficient pas non plus afin que la facture soit acceptable pour les résidents de l'aire d'accueil.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article unique : Adopte les tarifs d'occupation ci-dessous pour les aires d'accueil des gens du voyage de Landerneau (Bel-Air et Saint-Ernel) pour l'année 2023.

	Unité	Tarifs 2022	Tarifs 2023
Emplacement bitumé avec accès internet	jour	2,37 €	2,45 €
Eau et assainissement	m3	3,30 €	3,41 €
Électricité	kWh	0,15 €	0,16 €
Caution	-	50,00 €	50,00 €

DCC2022_165 Logements sociaux : programmation 2022**Résumé :**

Michel Corre donne lecture du rapport suivant :

Débats :

Tiphaine LETEURE demande qu'un point soit fait concernant les logements d'urgence : pour elle, le territoire en compte cinq.

Michel CORRE répond qu'en fait il y a six logements d'urgence et qui sont tous occupés. Leur typologie a évolué vers des petits logements pour les mettre en adéquation avec le public accueilli (personne seule, famille mono-parentale...).

Le travail d'attribution est fait au travers d'une commission SIAO qui centralise les demandes d'hébergement et qui essaye de répartir ces logements et demandes d'urgence sur l'ensemble des différents territoires. C'est une problématique qu'il faudra travailler et approfondir au travers du PLH, mais il y a une autre approche d'accueil à prendre en compte : c'est peut-être anodin, mais il faut par exemple prévoir des logements pour des locataires souffrant de handicap ou possédant des animaux. Cette commission qui se réunit tous les mois travaille sur toutes ces éventualités, et sur tous les dispositifs existants.

Il existe en plus neuf logements en médiation locative. Les six logements d'urgence sont situés à Landerneau, ce n'est pas un mauvais ratio. Le problème avec les logements d'urgence, c'est qu'en principe par définition il s'agit d'un hébergement temporaire, mais qui peut durer empêchant toute rotation.

Un travail collaboratif avec les bailleurs est réalisé, pour que ce soit des logements qui parfois glissent dans leur parc, notamment des logements vacants et qui peuvent rentrer dans le dispositif quand certains logements d'urgence deviennent pérennes.

Donc la création de l'ordre de 90 logements sociaux (PLAIO, PLUS) sur Landerneau, ce n'est pas neutre dans cette programmation 2022 qui augmentera l'offre et l'adaptera à une demande qui est actuellement forte. Ce ne sont que des programmations, donc il va falloir attendre que les constructions soient achevées, autour de 2024 pour la livraison.

Le Président en profite pour confirmer que l'aide de 541 000.00 € en direction des bailleurs sociaux afin de faciliter la création de logements sociaux est significative, et d'ailleurs aux dires des bailleurs sociaux, c'est l'une des intercommunalités la plus généreuse sur le Département.

Le Président souligne que l'aide communautaire est différenciée selon que les logements sont en renouvellement urbain qui sont mieux accompagnés que les logements des bailleurs sociaux en extension urbaine d'où la différence que peuvent constater les conseillers communautaires dans le tableau reprenant les opérations. Tout dépend aussi de la typologie des logements : sur l'ancien site de Brico-Marché, par exemple il existe en plus l'accession aux personnes handicapées imaginée en collaboration avec Don Bosco ce qui permettra aussi de profiter de dispositions particulièrement intéressantes.

Il est vrai que c'est une démarche qui a évolué depuis quelques temps. Aujourd'hui, c'est plus facile d'anticiper les crédits car ce sont des demandes qui sont présentées au Conseil Départemental avant le démarrage des constructions, ce qui permet de prévoir, et ne plus recevoir les éléments a posteriori afin de pouvoir échanger en amont sur les opérations de logements des bailleurs sociaux.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Arrête la liste des opérations de logements sociaux 2022 telles qu'elles apparaissent ci-dessous.

PROGRAMMATION 2022

Maître d'Ouvrage	Description	Commune	PLUS	PLAIO	PSLA*	PLS**	Total logements	Sous-nature opération	Subvention CCPLD
Finistère Habitat	Bricomarché	Landerneau	9	8	18	0	35	Démolition reconstruction	294 000,00 €
BMH	La Vallée de Keravel	Saint Divy	4	4	0	0	8	Neuf	28 000,00 €
BMH	Lotissement Les Pépinières	Saint Thonan	2	2	2	0	6	Neuf	18 000,00 €
BMH	Île de la Fontaine	Saint Urbain	2	3	0	0	5	Neuf	19 000,00 €
BMH	Kerdraon	Loperhet	3	3	0	0	6	Neuf	21 000,00 €
Aiguillon Construction	Keraliou	L'Hôpital Camfrout	3	2	0	0	5	Neuf	16 000,00 €
Armorique Habitat	Le Leck	Landerneau	15	14	0	26	55	Neuf	100 000,00 €
Armorique Habitat	Keranna	Pencran	10	5	0	6	21	Neuf	45 000,00 €
TOTAL			48	41	20	32	141		541 000,00 €

* Une aide complémentaire est prévue en faveur de la commune, afin de compenser l'exécution de la TFPB. Elle correspond au produit réel de la TFPB que la commune aurait dû percevoir.

** Aucune aide communautaire n'est prévue pour le financement des logements en PLS.

Cette programmation diffère de la pré-programmation 2022 validée en décembre 2021. En effet, les opérations confirmées par les bailleurs sociaux s'avèrent plus nombreuses (141 logements contre 111 logements en pré-programmation) et l'enveloppe budgétaire passant de 515 000 euros en pré-programmation à 541 000 euros.

AMÉNAGEMENT

DCC2022_166 Garantie d'emprunt - Armorique Habitat : opération logements sociaux Allée de Kernévez à Landerneau

Résumé :

Armorique Habitat sollicite la Communauté pour une garantie d'emprunt.

Débats : Patrick LECLERC et Michel CORRE indiquent que ces montants fluctuent et que la collectivité a cautionné jusqu'à 40 M€ de garanties d'emprunt.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le cautionnement d'un prêt d'un montant total de 1 132 978,00 euros, souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières, les charges et les conditions du prêt n°139 155. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : Accepte d'apporter sa garantie aux conditions suivantes :

- la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité,
- sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : S'engage, pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Economie

DCC2022_167 ZAE de Saint-Eloi Nord - Plouédern - Cession de la parcelle ZR 334 au Groupe Tanguy

Résumé :

Le Conseil de Communauté en date du 30 septembre 2022 a autorisé la régularisation foncière avec le groupe Tanguy de la parcelle ZR 112, bande de terrain d'une surface de 3 716 m² située le long de la RN12 occupée en partie par des bassins de rétention conformément à l'avis des domaines du 17 juin 2022. Des échanges étaient en cours pour l'acquisition de la parcelle adjacente nommée ZR 334 (1 815 m²). Il convient aujourd'hui, après réception de l'avis des domaines, de valider le projet et le prix de cession.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Autorise la cession de la parcelle ZR 334 à la SCI U2 ou toute personne physique ou morale la représentant, pour un montant de 10 € HT/m²

Article 2 : Autorise le Président ou son représentant à signer les actes relatifs à ce projet.

MOYENS GÉNÉRAUX**Ressources humaines**

DCC2022_168 Abrogation des anciennes dispositions relatives aux prestations sociales suite à l'adhésion au CNAS.

Résumé :

Il est proposé d'abroger la délibération du 13 juin 2003 prévoyant des bons d'achat en cas de départ en retraite. Cette prestation est désormais proposée par le CNAS, dont la Communauté est adhérente depuis le 1er septembre 2022.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Abroge les dispositions relatives aux prestations d'action sociales existantes adoptées par la délibération du 13 juin 2003, à compter du 1^{er} janvier 2023

MOYENS GÉNÉRAUX**DCC2022_169 Adhésion à la mission de médiation proposée par le CDG 29****Résumé :**

La médiation est un dispositif novateur qui a vocation à désengorger les juridictions administratives et à favoriser les procédures amiables en cas de contentieux. Suite à la fin de l'expérimentation de cette mission, il est proposé d'adhérer de manière pérenne à la mission de médiation du CDG 29.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Adhère à la mission de médiation du CDG 29.

Article 2 : Autorise la rémunération du Centre de gestion à chaque médiation engagée au tarif de 500 €. Chaque heure au-delà de 8 heures sera facturée au tarif de 75 €.

Article 3 : Autorise le Président à signer la convention d'adhésion à la mission de médiation proposée par le CDG 29 annexée à la présente délibération, ainsi que tous les actes y afférents.

Prend acte que les recours contentieux formés contre des décisions individuelles dont la liste est déterminée par le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 et qui concernent la situation de ses agents sont, à peine d'irrecevabilité, obligatoirement précédés d'une tentative de médiation.

En dehors des litiges compris dans cette liste, la collectivité garde son libre arbitre de faire appel au Centre de gestion si elle l'estime utile.

DCC2022_170 Mise à jour du tableau des emplois.**Résumé :**

Il est proposé de mettre à jour le tableau des emplois au sein des services de la Communauté.

Débats :

Jean-François BODILIS observe qu'il n'y a pas de concordance entre le tableau des emplois et la délibération présentée et demande si le tableau joint est bien renseigné,

Bernard GOALEC répond que le tableau des emplois reprend toutes les modifications de l'année .

Délibération :**Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :**

Pour : 42

Abstention : 2

BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine

Article 1 :

- Crée un emploi d'animateur éducateur sportif et de responsable du garage mutualisé
- Supprime l'emploi de responsable des opérations techniques, de chargé de mission à la DGS, de coordonnateur animateur éducateur sportif, de responsable environnement-déchets et de responsable du garage mutualisé

Article 2 : Modifie le tableau des emplois**Article 3 : Inscrit les crédits correspondants au budget**

MOYENS GÉNÉRAUX

DCC2022_171 Création d'emplois non permanents compte tenu des accroissements temporaires ou saisonniers d'activité pour l'année 2023.

Résumé :

Compte tenu des besoins temporaires à prévoir sur l'année 2023 au sein de la Communauté, il est proposé la création d'emplois non permanents dans les différents services communautaires.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article unique : Autorise la création de ces emplois et l'inscription au budget des crédits correspondants.

DCC2022_172 Renouvellement de la convention de mise à disposition de la directrice des moyens généraux

Résumé :

La précédente convention de mise à disposition arrivant à échéance, il est proposé au conseil de Communauté de la renouveler.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Approuve le principe de la mise à disposition de la directrice des moyens généraux auprès de la Ville à hauteur de 50 % de son temps de travail

Article 2 : Valide la convention de mise à disposition et autorise le Président ou son représentant à la signer

MOYENS GÉNÉRAUX**Finances****DCC2022_173 Débat d'orientation budgétaire 2023****Résumé :**

L'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales dispose que, dans les communes de plus de 3 500 habitants, un débat ait lieu au sein du Conseil municipal sur les orientations générales du budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci. Ces dispositions s'appliquent à la Communauté qui comprend une commune de 3 500 habitants et plus. De plus, la Communauté comptant plus de 10 000 habitants, ce débat doit faire l'objet de la présentation d'un rapport, obligatoirement transmis aux communes membres. Le vote du budget 2023 étant programmé en février prochain, le Conseil de Communauté est invité à débattre des orientations budgétaires sur la base du rapport ci-annexé.

Débats : Frédéric KERLAN prend la parole et introduit le débat :

Depuis ces dernières années, je vous parlais d'incertitudes liées à la COVID et des incertitudes économiques.

J'espérais être plus positif cette année, hélas ! Inflation, énergie, taux d'intérêts...cela ne sera pas pour cette année.

J'ai rappelé à plusieurs reprises aussi la perte d'autonomie des collectivités puisqu'après la compensation de la taxe d'habitation, de la CVAE dont la suppression définitive est prévue à l'horizon 2024, les débats tournent forcément autour de ces compensations.

Ces compensations seront-elles liées à l'inflation ?

Désormais, je le rappelle, l'Etat compense certains impôts qui étaient du ressort de la communauté par une fraction de la TVA qui est liée à l'activité économique. Ces 2 dernières années, avec le « quoi qu'il en coûte » et l'excellente tenue de l'activité économique en 2022, nous étions sereins.

L'année 2023 s'annonce plus compliquée avec un taux de croissance faible ou quasi nul.

Alors, que sera la variation sur la TVA ?

Et donc quelle dynamique sur les compensations de l'Etat dans cet environnement chahuté comme jamais sur les ressources énergétiques ?

Nous avons bien fait d'avoir été un peu écureuil ces dernières années. Parce que nous dépendons de plus en plus de l'Etat qui n'arrive pas à mener une politique de décentralisation et ceci quel que soit les gouvernements de ces dernières années.

Un contexte d'une incertitude de crise énergétique lié à des incertitudes géopolitiques mais pas que. Nous devons raisonner bien plus par la capacité à trouver nos énergies qu'un pur raisonnement de Retour sur Investissement.

Un flash-back sur la période 2020-2022.

Après la crise COVID et un soutien des politiques budgétaires et monétaires, les pays ont retrouvé en 2022 un niveau d'activité avant la crise sanitaire.

L'inflation ! ce terme avait été oublié ces dernières années avec une remarquable stabilité des prix. Si la Banque de France a annoncé vouloir tout mettre en œuvre pour arriver à une inflation proche de 2% en 2024 et 2025, l'année 2023 sera encore très bousculée avec une inflation attendue de l'ordre de +6% et une année 2022 proche aussi de +6% à +7%.

Une problématique cruciale sur les énergies et ceci quelques soient les énergies. Il nous faudra être ingénieux et responsable.

- Ingénieux car le coût pour la collectivité de ces augmentations d'énergie est de +1M€.

Nous passerons d'un budget de 500 000€ à 1 500 000€ sans action et sans bouclier énergétique.

- Responsable car nous aurons à déployer dans le cadre de notre PCAET (plan climat air énergie) et à tous les étages des solutions de long terme.

Cela passera par la diversification des sources d'énergie mais aussi par des gestes responsables et solidaires.

La chaudière à bois de la CAPLD qui chauffe Aqualorn, notamment, en est un bon exemple.

Mais quand les tarifs sont multipliés par 2 ou par 3, cela met en péril les collectivités.

Alors vous me direz : il y a un bouclier énergétique ? un filet énergétique ?

Je vous répondrai : je ne sais pas ! Je n'ai pas fait l'ENA ! Car quand je vois les méthodes de calculs des aides de l'Etat, je me dis : ce n'est pas possible !

D'ailleurs, pour exemple, la 1^{ère} Ministre, elle-même a convenu qu'il fallait rendre les décisions plus applicables.

Nous aurons peut-être bientôt une visibilité sur ces aides. A défaut, vigilance !

Alors que nous ne connaissons pas les évolutions prochaines du coût de l'énergie, la communauté a déjà pris des mesures d'économie notamment sur les 3 secteurs les plus impactés pour tenter de réduire l'ardoise de 500 000€.

- Aqualorn
- Cimenterie
- Maison des services publiques

Qui représentent 75% des impacts tarifaires.

A cela s'ajoutera des investissements supplémentaires qui seront présentés dans la prochaine PPI avec le budget en février.

L'inflation, l'énergie sans oublier, 3^{ème} élément d'importance : l'évolution attendue des taux d'intérêt

Certes, nous étions dans une anomalie ces dernières années avec des taux extrêmement faibles, je dirais anormalement faible.

Il faut s'attendre encore à une remontée des taux. Cette remontée sera normalement tout à fait acceptable au vu des emprunts à taux variable de la collectivité.

Voilà pour le contexte :

- Tension sur la production
- Période troublée de guerre en Europe
- Resserrement monétaire
- Politiques budgétaires impactées

C'est dans ce cadre de joie, de bonheur et d'allégresse que je passe au projet Loi de Finances

La croissance devrait être faible en 2023 et une inflation qui paraît être sous-estimée dans le projet

Loi de Finances.

Il faut bien cela pour stabiliser le déficit de l'Etat à 5% du PIB.

Je le rappelle, l'Etat peut présenter un budget en déficit. Pas les collectivités territoriales.

Il est annoncé un concours financier de l'Etat en augmentation de +2.15%.

Avec une inflation à +6%, le compte n'y est pas. D'autant plus que les montages encore fumeux des aides énergétiques ne nous rassurent pas.

Et pourtant, nous aurons probablement des accompagnements en subventions sur les projets liés à l'environnement et aux énergies au sens large du terme.

Cette accélération des fonds verts doit soutenir les projets de transition écologique des collectivités.

La CAPLD y prendra toute sa part.

Et la baisse annoncée de la CVAE désormais sur 2 années : 2023 et 2024 devrait être compensée par une fraction de la TVA. le montant de la CVAE pour la CAPLD est de 2.67M€

Il vaudrait mieux qu'elle soit compensée...il le vaudrait mieux.

Je ne vous refais pas ma remarque sur le caractère un peu plus dynamique et aléatoire de cette ressource, dynamique ou pas d'ailleurs !

Je ne vous refais pas ma remarque sur la lisibilité des aides aux énergies !

Les collectivités attendent donc de fortes augmentations de leurs dépenses de fonctionnement puisqu'on est sur une prévision de +5% contre +3.2% en recettes de fonctionnement donc un effet ciseau attendu sur 2022 et 2023.

Décentralisation : politique impossible ?

En effet, depuis ces dernières années, les collectivités perdent le pouvoir de décision puisque désormais, les seules marges de manœuvre sont :

- La taxe d'habitation sur les résidences secondaires
- La taxe foncière
- La Tascom
- La taxe sur les ordures ménagères
- Le versement mobilité
- La taxe GEMAPI

Fin, les leviers sur la taxe d'habitation, la CVAE et des compensations dont nous n'avons plus la maîtrise.

Nous avons eu une très bonne année économique 2022 et donc une compensation TVA dynamique.

Qu'en sera-t-il avec des années plus compliquées comme l'année 2023 ? Aurons-nous une baisse des compensations en 2024 ?

Les collectivités sont-elles prêtes à ces variations de ressources ? A adapter sans cesse leur plan d'investissement alors même que par définition, ceux sont des plans de moyen et long terme.

Je suis inquiet sur cette partie-là et la vigilance est de mise.

Et donc des tensions attendues sur la Capacité d'Autofinancement des communes.

Comment se comporteront les filets de sécurité énergétique ? le bouclier énergétique ? les accompagnements en financement sur l'énergie ?

Si l'encours de dette des collectivités est proche de 5 années, elle permet encore d'absorber un peu de choc même si la dette de 10 milliards d'euros sur l'ensemble des collectivités est au plus haut de ces dernières années.

Alors les indicateurs de la Communauté?

La Communauté a plutôt bien défendu son résultat ces dernières années avec un autofinancement de l'ordre de 5M€ et une bonne année 2021 avec 7M€.

La capacité de désendettement des budgets principaux est en deçà de 3 ans et proche de 2.2 années. C'est faible et c'est très bien car cela nous permet de garder nos marges de manœuvre pour financer notre plan d'investissement et d'accompagner les investissements nécessaires à notre gestion énergétique.

Mais si le résultat baisse, ce critère, de facto, remontera, il faudra le suivre avec attention.

Parce que si ce ratio de CAF / dette est bon, la dette est de presque 17M€ sur les différents budgets de la collectivité. Cette dette est très largement sécurisée puisque 10% de la dette est en taux variable.

J'entendais parfois dire qu'il fallait profiter de la variabilité des taux d'intérêts. Aujourd'hui, nous pouvons dire que ces taux fixes rassurent.

Les taux d'intérêts proche de 0% étaient une anomalie. Nous revenons donc à des taux qui restent correct pour les futurs investissements.

Rappelons que la majorité de la dette est portée sur le budget assainissement et économie qui génèrent des financements plus lourds et plus longs.

Le personnel de la Communauté est en progression ces dernières années.

Avec 113 postes inscrits au tableau des emplois, c'est le plus haut depuis ces 5 dernières années.

Nous prévoyons 5 créations de postes en 2023 notamment sur l'accompagnement en mutualisation.

Actuellement, comme toutes les collectivités, nous avons pu rencontrer quelques problèmes de recrutement. Et donc certains emplois que nous ne parvenons pas à recruter en agent territorial le sont en contrats autres.

Ce n'est clairement pas une majorité mais une opportunité d'avoir les ressources nécessaires à la charge de travail.

Nous aurons un impact en 2023 des évolutions :

- Du régime indemnitaire pour 130 000€
- De l'évolution du point d'indice pour 140 000€
- D'un effet année pleine des recrutements de 2022 pour 220 000€
- Des prévisions de recrutement 2023 pour environ 200 000€

La Communauté se structure aussi pour accompagner sa croissance sur des métiers comme la mobilité, la transition énergétique et l'accompagnement aux personnes.

Certains postes sont financés par des subventions de l'Etat.

Pour rappel, le ROB demande d'informer des liens entre la Communauté et les communes.

En termes de dépenses, les principaux flux sont :

- Les attributions de compensation pour 60% des flux
- Les prestations assurées pour les communes comme le garage, l'instruction du droit des sols, la commande publique

En termes de recettes, les principaux flux sont :

- Les attributions de compensation pour 85% des flux
- Les charges à caractère générales refacturées à la ville de Landerneau pour le carburant et les services mutualisés

Au final nous attendons des dépenses réelles de fonctionnement en progression de +4% à hauteur d'environ 27M€ avec

- Un impact énergétique de +1M€ mais nous prenons des mesures pour diminuer ce poste notamment sur les structures Aqualorn, cimenterie et maison des services publics qui représentent à eux seuls 75% des impacts
- Un impact des charges de personnel comme j'ai pu vous l'indiquer pour environ 600K€ avec des revalorisations de rémunérations et du point d'indice
- L'impact sur les attributions de compensation avec le transfert mobilité (pour Plouédern et Landerneau) et la GEPLU

Quant aux recettes réelles de fonctionnement, elles sont attendues à +3% et proches de 29.5M€

- Avec la mise en place du versement mobilité pour financer notre plan de mobilité
- Avec la revalorisation des bases de +7% qui impacte peu la Communauté puisque majoritairement nous sommes sujets aux compensations et aux dotations qui évoluent peu.

Nous visons donc l'objectif d'un autofinancement de 2.5M€ qui serait très bien dans le contexte actuel.

Les budgets annexes sont confortés avec des fusions et une simplicité budgétaire que je vous expliquerai dans une prochaine délibération.

Cette capacité d'autofinancement associé aux subventions espérées et à notre capacité d'endettement permettra de financer nos investissements.

La PPI sera présentée en conseil de Communauté en février comme habituellement avec le budget. Elle sera confirmée dans ses lignes actuelles et boostée sur le plan des investissements liés aux énergies renouvelables.

Nous étions sur presque 30M€ sur 2022 – 2025 avec les grandes lignes

- Mobilité avec la levée du versement mobilité permettant de financer la progression de ce service encore nouveau en transfert de compétences
- PCAET avec des lignes très transversales dans les différentes thématiques liées à l'environnement et les énergies
- L'habitat avec le PLH en 2023
- La cohésion sociale
- La politique de fonds de concours avec 1M€ annuellement programmé
- L'environnement avec des acquisitions de matériels et de services à la population sur un sujet important pour la collectivité
- L'économie, le tourisme, la gestion des équipements et le très haut débit

Ces inscriptions, je le précise à nouveau, seront détaillées lors du vote de la PPI en février 2023 puisque nous sommes ici en débat d'orientation budgétaire.

L'important étant de retenir qu'une programmation de 20M€ à 30M€ reste réaliste dans la prospective actuelle.

En conclusion, chers collègues,

On dit que ce qui rend la vie rassurante, ceux sont les redites.

Donc je le redis, la collectivité a les fondamentaux encore en 2023 pour faire face à ces incertitudes (mais quand elles deviennent récurrentes, ceux ne sont probablement plus des incertitudes).

Les fondamentaux financiers permettront de mener à bien le projet de territoire et c'est essentiel mais pour combien de temps ?

Alors oui, il faudra redoubler ou re tripler de vigilance et prendre les bonnes décisions dans cet environnement mouvant.

Je terminerai pas une citation de l'abbé Pierre qui a dit :

« Il ne faut pas attendre d'être parfait pour commencer quelque chose de bien. »

Le budget 2023 en tiendra compte.

Merci de votre attention.

Georges PHILIPPE note que le niveau d'inflation est élevé et que les communes vont être impactées par les dotations qui vont connaître une dégressivité en 2023.

Une baisse des ressources de l'Etat qui va nécessiter et c'est un point de vigilance sur lequel il insiste que les communes en relation étroite avec la Communauté aient une gestion à l'euro prêt.

Patrick LECLERC concède que la Communauté d'Agglomération va peut-être se trouver moins impactée que les communes qui vont connaître de grandes difficultés à cause de l'augmentation du coût de l'énergie. Certes il s'agit tout de même d'1 M€ mais rapportés au budget global de l'intercommunalité, c'est proportionnellement moindre par rapport à celui des communes. L'inflation est aujourd'hui accompagnée par les évolutions des dotations de l'Etat. Il faut cependant demeurer prudent, parce qu'il faut aussi réussir à soutenir l'activité économique : Si les communes et la Communauté ne soutiennent pas l'activité en préservant leur capacité d'investissement, on va rajouter de la crise à la crise : il faudra trouver le bon équilibre et bien examiner tous les leviers de financements, notamment le fonds vert et tous les financements nationaux susceptibles de permettre de réaliser des investissements sans trop grever le budget de la collectivité.

Lénaïc BLANDIN félicite Frédéric KERLAN pour la présentation du DOB. Il pense qu'il faut bien insister sur la perte d'autonomie fiscale due à la compensation de la CVAE par une fraction de TVA : cette mesure fragilise et rend très dépendantes les collectivités. De plus les différents gouvernements successifs n'ont pas véritablement aidé les intercommunalités sur ce volet de l'autonomie financière, et il trouve très problématique pour l'avenir de la Communauté d'agglomération de perdre cette indépendance. Il se trouve que l'Etat recentralise beaucoup. Les communes ont déjà subi beaucoup de pertes de recettes et si c'est maintenant le tour de l'intercommunalité de perdre les compétences fiscales, cela soulève beaucoup d'interrogations.

Frédéric KERLAN précise qu'aujourd'hui, les collectivités sont habituées à recevoir des dotations rectilignes, garantes de stabilité et permettant de se projeter. Avec la TVA, les ressources vont être dépendantes de l'activité économique et subir des variations : la question est de savoir comment les intercommunalités sauront s'adapter. Il va donc falloir aux collectivités plus d'anticipation afin de gérer les à-coups de dotations.

Patrick LECLERC complète que le montant de la CVAE est loin d'être neutre, mais que la CFE qui reste encore dynamique n'a pas été évoquée dans le graphique.

Georges PHILIPPE observe que la suppression de la CVAE viendra amoindrir le lien entre collectivités locales et entreprises.

Il regrette cette réforme qui constitue, après la suppression de la taxe d'habitation, une nouvelle remise en cause de la fiscalité locale et une nouvelle rupture entre la fiscalité et le territoire.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Prend acte du débat d'orientation budgétaire organisé lors de la présente séance sur la base du rapport présenté en annexe qui sera transmis à l'ensemble des communes de la Communauté.

DCC2022_174 Admissions en non- valeur 2022 et ajustement des provisions

Résumé :

Le Trésorier principal sollicite du Conseil de communauté l'admission en non-valeurs des produits et des frais de poursuite dont il n'a pu faire le recouvrement en 2022 et d'opérer l'ajustement du montant des provisions pour créances irrécouvrables constituées en 2021 au regard de ces admissions.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Décide l'admission en non-valeurs des créances irrécouvrables présentées par le comptable public au titre de l'année 2022 pour un montant de 2 117,14 € au titre du budget principal et de 3 091,65 € au titre du budget assainissement, soit pour un montant total de 5 208,79 €,

Article 2 : Décide l'ajustement des provisions pour créances douteuses constituées en 2021 sur chacun de ces budgets, au regard des créances déjà intégrées dans ces provisions, via l'émission d'un titre de recette au compte 7817 d'un montant de 8 424,75 € au budget principal, de 25 293,87 € au budget action économique et d'un mandat au compte 6817 d'un montant de 192,00 € au budget assainissement,

Article 3 : Dit que les crédits nécessaires à ces admissions en non-valeurs et à ces ajustements des provisions seront inscrits aux budgets concernés sur les comptes 6541, 6542, 6817 et 7817 via une prochaine décision modificative.

MOYENS GÉNÉRAUX

DCC2022_175 Fixation du montant des attributions de compensation liés au transfert des compétences "mobilité" et "gestion des eaux pluviales urbaines"

Résumé :

La CLECT a remis un rapport d'évaluation des charges transférées pour les compétences "mobilité" et "gestion des eaux pluviales urbaines"; ces rapports ont été transmis aux communes respectivement les 17 mai et 20 septembre 2022. Il revient désormais au conseil de Communauté de fixer le montant des attributions de compensation suite à ces deux transferts de compétence, sur la base des rapports de la CLECT.

Débats : Patrick LECLERC ajoute que les transferts de compétences ayant débuté en 2021, l'intérêt de cette délibération est de permettre aux communes de lisser les versements afin de ne pas les cumuler sur plusieurs années. Certaines communes ont d'ailleurs déjà programmé une délibération en ce sens.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Fixe le montant des attributions de compensation liées au transfert de la compétence « mobilité » de la manière suivante :

Commune	Montant de l'attribution de compensation
LANDERNEAU	62 279 €
PLOUEDERN	14 908 €

Article 2 : Décide de s'inscrire dans le cadre d'une fixation libre des attributions de compensation liées au transfert de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » et fixe les montants de ces attributions de compensation de la manière suivante :

Commune	Fixation des AC selon la méthode d'évaluation libre	
	Montant de l'AC en fonctionnement	Montant de l'AC en investissement (correspondant au talon de 20%)
DAOULAS	16 222,00 €	7 226,00 €
DIRINON	13 149,00 €	7 632,00 €
HANVEC	6 287,00 €	4 539,00 €
IRVILLAC	9 390,00 €	4 617,00 €
LANDERNEAU	118 335,00 €	73 475,00 €
LANNEUFFRET	505,00 €	282,00 €
LOGONNA-DAOULAS	15 814,00 €	6 260,00 €
LOPERHET	22 193,00 €	8 402,00 €
LA FOREST-LANDERNEAU	9 608,00 €	6 797,00 €
LA MARTYRE	3 922,00 €	3 113,00 €
LA ROCHE MAURICE	13 713,00 €	7 209,00 €
L'HOPITAL CAMFROUT	19 778,00 €	10 557,00 €
LE TREHOU	4 585,00 €	2 334,00 €
PENCRAN	24 555,00 €	12 270,00 €
PLOUDIRY	3 579,00 €	3 275,00 €
PLOUEDERN	15 726,00 €	12 006,00 €
SAINT DIVY	11 874,00 €	4 486,00 €
SAINT ELOY	743,00 €	999,00 €
SAINT URBAIN	11 251,00 €	6 289,00 €
SAINT THONAN	7 823,00 €	7 215,00 €
TREMAOUEZAN	3 181,00 €	1 564,00 €
TREFLEVEZ	3 380,00 €	733,00 €

Article 3 : Décide d'imputer le montant de l'attribution de compensation correspondant aux dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés en matière de « gestion des eaux pluviales urbaines » en section d'investissement ;

Article 4 : Décide l'ajustement, via une décision modificative à présenter lors de cette même séance, des montants des attributions de compensations 2022 des communes afin d'intégrer ces transferts de compétence opérés sur 2021 et 2022, et détaillé ci-après :

Commune	Montant AC 2022	Réduction AC 2022 suite transfert GEPLU	Réduction d'AC 2022 suite transfert Mobilités depuis 01/07/2021	TOTAL Réduction d'AC 2022 suite transfert GEPLU et Mobilités	DM 2022 Ajustement RECETTES aux budgets 2022 des communes (article 73211 chap 73) via DM 2022	DM 2022 Ajustement DEPENSES aux budgets 2022 des communes (article 73211 chap 014) via DM 2022	DM 2022 Ajustement DEPENSES aux budgets 2022 des communes ACI (article 2046 chap 204) au titre de la GEPLU
DAULAS	11 013.00 €	-16 222 €		-16 222 €		16 222 €	7 226 €
IRVILLAC	5 359.00 €	-9 390 €		-9 390 €		9 390 €	4 617 €
SAINT THONAN	75 609.00 €	-7 823 €		-7 823 €		7 823 €	7 215 €
TREFLEVEZ	5 173.00 €	-3 380 €		-3 380 €		3 380 €	733 €
LE TREHOU	7 776.00 €	-4 585 €		-4 585 €		4 585 €	2 334 €
DIRINON	321 512.00 €	-13 149 €		-13 149 €	-13 149 €		7 632 €
LA FOREST LANDERNEAU	136 398.00 €	-9 608 €		-9 608 €	-9 608 €		6 797 €
LANDERNEAU	1 888 662.10 €	-118 335.00 €	-93 418.50 €	-211 753.50 €	-211 753.50 €		73 475.00 €
LA MARTYRE	190 768.00 €	-3 922 €		-3 922 €	-3 922 €		3 113 €
PENCRAN	241 828.00 €	-24 555 €		-24 555 €	-24 555 €		12 270 €
PLOUDIRY	105 497.00 €	-3 579 €		-3 579 €	-3 579 €		3 275 €
PLOUEDERN	368 068.00 €	-15 726 €	-22 362 €	-38 088 €	-38 088 €		12 006 €
SAINT DIVY	150 052.00 €	-11 874 €		-11 874 €	-11 874 €		4 486 €
LOGONNA DAULAS	-64 766.00 €	-15 814 €		-15 814 €		15 814 €	6 262 €
L'HOPITAL CAMFROUT	-51 423.00 €	-19 778 €		-19 778 €		19 778 €	10 580 €
LA ROCHE MAURICE	-42 218.00 €	-13 713 €		-13 713 €		13 713 €	7 211 €
HANVEC	-12 985.00 €	-6 287 €		-6 287 €		6 287 €	4 540 €
LANNEUFFRET	-3 380.00 €	-505 €		-505 €		505 €	282 €
LOPERHET	-744.00 €	-22 193 €		-22 193 €		22 193 €	8 404 €
SAINT ELOY	-4 496.00 €	-743 €		-743 €		743 €	999 €
SAINT URBAIN	-10 176.00 €	-11 251 €		-11 251 €		11 251 €	6 289 €
TREMAQUEZAN	-12 057.00 €	-3 181 €		-3 181 €		3 181 €	1 564 €
TOTAL	3 303 470.10 €	-335 613 €	-115 781 €	-451 394 €	-316 529 €	134 865 €	191 290 €

	Dépense (014-Article 73211)	Recette (73-Article 73211)	Recette (13-Article 13246)
Ajustement des AC 2022 budget 2022 CAPLD via DM	-316 528.50 €	134 865.00 €	191 290.00 €
Dont Mobilités (810)	-115 780.50 €		
Dont GEPLU (811)	-200 748.00 €	134 865.00 €	191 290.00 €

Article 5 : Invite les communes à prendre acte de ces ajustements des attributions de compensation 2022 via une décision modificative de leur budget 2022 ;

Article 6 : Dit que le montant des attributions de compensation 2023, intégrant le transfert des compétences Mobilités et Gestion des eaux pluviales, est le suivant :

Commune	Montant AC 2022	Réduction AC 2023 suite transfert GEPLU	Réduction d'AC 2023 suite transfert Mobilités	Montant de l'AC 2023 intégrant GEPLU et Mobilités	Montant ACI au titre de la GEPLU
SAINT THONAN	75 609.00 €	-7 823 €		67 786.00 €	7 215 €
TREFLEVEZ	5 173.00 €	-3 380 €		1 793.00 €	733 €
LE TREHOU	7 776.00 €	-4 585 €		3 191.00 €	2 334 €
DIRINON	321 512.00 €	-13 149 €		308 363.00 €	7 632 €
LA FOREST LANDERNEAU	136 398.00 €	-9 608 €		126 790.00 €	6 797 €
LANDERNEAU	1 886 662.10 €	-118 335.00 €	-62 279.00 €	1 706 048.10 €	73 475.00 €
LA MARTYRE	190 768.00 €	-3 922 €		186 846.00 €	3 113 €
PENCRAN	241 828.00 €	-24 555 €		217 273.00 €	12 270 €
PLOUDIRY	105 497.00 €	-3 579 €		101 918.00 €	3 275 €
PLOUEDERN	368 068.00 €	-15 726 €	-14 908.00 €	337 434.00 €	12 006 €
SAINT DIVY	150 052.00 €	-11 874 €		138 178.00 €	4 486 €
DAOULAS	11 013.00 €	-16 222 €		-5 209.00 €	-7 226 €
IRVILLAC	5 359.00 €	-9 390 €		-4 031.00 €	4 517 €
LOGONNA DAOULAS	-64 766.00 €	-15 814 €		-80 580.00 €	6 262 €
L'HOPITAL CAMFROUT	-51 423.00 €	-19 778 €		-71 201.00 €	10 560 €
LA ROCHE MAURICE	-42 218.00 €	-13 713 €		-55 931.00 €	7 211 €
HANVEC	-12 985.00 €	-6 287 €		-19 272.00 €	4 540 €
LANNEUFFRET	-3 380.00 €	-505 €		-3 885.00 €	282 €
LOPERHET	-744.00 €	-22 193 €		-22 937.00 €	8 404 €
SAINT ELOY	-4 496.00 €	-743 €		-5 239.00 €	999 €
SAINT URBAIN	-10 176.00 €	-11 251 €		-21 427.00 €	6 289 €
TREMAOUEZAN	-12 057.00 €	-3 181 €		-15 238.00 €	1 564 €
TOTAL	3 303 470.10 €	-335 613 €	-77 187 €	2 890 670.10 €	191 290 €

	2022	2023
Montant total des AC positives à verser par la CAPLD (014-article 739211) et à percevoir par les communes :	3 505 715.10 €	3 195 620.10 €
Montant total des AC négatives à percevoir par la CAPLD (73-article 73211) et à verser par communes :	202 245.00 €	304 950.00 €
Montant total des ACI négatives perçues par la CAPLD (13-article 13246) et à verser par les communes :		191 290 €

DCC2022_176 Décision modificative n°2

Résumé :

La réalisation des budgets au cours de l'année 2022 nécessite de modifier les crédits alloués à différents budgets.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Vote les décisions budgétaires modificatives telles que présentées ci-dessus ;

Article 2 : Autorise le comptable à passer sur le budget principal les écritures d'ordre non budgétaire de régularisation et d'apurement des comptes telles que présentées ci-dessus.

MOYENS GÉNÉRAUX

DCC2022_177 Autorisation de procéder aux dépenses 2023

Résumé :

Jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, l'exécutif peut, sur autorisation de l'assemblée délibérante, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement non inscrites en autorisations de programme, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2022, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et ceci dès le 1^{er} janvier 2023 et jusqu'au vote du prochain budget.

DCC2022_178 Intégration de budgets annexes au budget principal

Résumé :

Il est proposé au Conseil de Communauté, suite à des observations du contrôle de légalité, aux observations du comptable et du conseiller aux décideurs locaux, de supprimer certains budgets annexes en les fusionnant ou en les intégrant au budget principal de la Communauté.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Décide la fusion des deux budgets annexes « Eau » et « Eau DSP avant transfert » en un seul et même budget annexe « EAU » ;

Article 2 : Dit que le budget annexe n° 18-615 « Eau DSP en cours » est désormais dénommé « Eau » et a vocation à individualiser l'ensemble des opérations budgétaires et comptables de la Communauté intéressant exercice de sa compétence « eau potable » ;

Article 3 : Dit que ledit budget annexe est administré suivant l'instruction budgétaire et comptable applicable aux SPIC (M49) ;

Article 4 : Dit que ledit budget annexe est assujetti à la TVA ;

Article 5 : Décide la suppression du budget annexe « Moulin Mer » et l'intégration au budget principal de la Communauté de toutes les dépenses et recettes relevant jusqu'alors de ce budget ;

Article 6 : Décide en conséquence la clôture du budget annexe « Moulin Mer » au 1^{er} janvier

2023 ;

Article 7 : Dit que l'ensemble des opérations associées aux opérations relevant jusqu'alors de ce budget annexe « Moulin Mer » seront individualisées au sein du budget principal via une antenne de gestion ;

Article 8 : Décide la suppression du budget annexe « Action économique » et l'intégration au budget principal de la Communauté de toutes les dépenses et recettes relevant jusqu'alors de ce budget ;

Article 9 : Décide en conséquence la clôture du budget annexe « Action économique » au 1^{er} janvier 2023 ;

Article 10 : Dit que l'ensemble des opérations associées aux opérations relevant jusqu'alors de ce budget annexe « Action économique » seront individualisées au sein du budget principal via une antenne de gestion ;

Article 11 : Dit que la réalisation de nouvelles zones d'activités économiques feront l'objet d'une individualisation au sein d'un nouveau budget annexe « Zones d'activités économiques » ;

Article 12 : Charge le comptable public à opérer toutes les écritures associées à la mise en œuvre des décisions ci-dessus.

MOYENS GÉNÉRAUX

DCC2022_179 Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023 et approbation du règlement budgétaire et financier

Résumé :

La nomenclature budgétaire et comptable M57, la plus récente du secteur public local, a vocation à devenir la norme pour toutes les collectivités à compter du 1^{er} janvier 2024, en remplacement de l'actuelle M14.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Adopte la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 2 : Approuve le règlement budgétaire et financier.

SERVICES À LA POPULATION

DCC2022_180 Voeu de soutien au centre hospitalier Ferdinand Grall de Landerneau

Résumé :

Le Président donne lecture du vœu suivant :

Patrick LECLERC explique qu'il a rajouté un vœu à l'ordre du jour, et si l'assemblée accepte qu'il soit voté, lecture en sera faite et il sera soumis aux voix. Il imagine que tout le monde est prêt à soutenir l'hôpital lorsqu'il rencontre des difficultés. Le président n'ayant pas rencontré d'opposition à ce vœu en donne lecture :

L'hôpital public est en crise depuis de longues années. Les deux années de crise sanitaire ont mis en exergue des problèmes structurants, qui accentuent aujourd'hui l'épuisement généralisé des soignants. Il est nécessaire de repenser et de refonder notre système de santé pour le préserver. A l'instar de la réalité nationale, le Centre Hospitalier de Landerneau n'échappe pas à ces tensions.

La disponibilité des personnels qualifiés est le principal facteur limitant pour ouvrir, maintenir des capacités et sécuriser ainsi l'offre de soins sur les territoires. Passer le cap d'une plus juste rémunération de nos professionnels de santé est un préalable pour rétablir la reconnaissance et le sens perdus. Le défi de l'attractivité des métiers du soin dépasse cependant largement ce postulat, dans un environnement social et démographique en pleine mutation.

La nécessité de mieux articuler encore la médecine de ville et l'hôpital, la démographie médicale inadaptée aux réalités locales, l'insuffisance des politiques de prévention, les problèmes de management et de gestion des carrières, etc. sont autant de chantiers ouverts pour lesquels, loin des promesses magiques ou des solutions simplistes, de vraies réponses doivent être apportées.

Le Centre Hospitalier de Landerneau, tant au niveau de l'offre de soins qu'en sa qualité d'employeurs, parmi les plus importants du territoire, est éminemment structurant pour le Pays de Landerneau-Daoulas. Convaincus de son rôle indispensable, nous avons par ailleurs souligné cette réalité en inscrivant sa défense dans notre Projet de territoire. Nous tenons donc à alerter Madame Agnès Firmin-Le Bodo, ministre déléguée en charge de l'Organisation territoriale et des Professions de santé, de notre inquiétude face aux difficultés de l'Hôpital de Landerneau, relayant ainsi celle des professionnels.

Avec ce vœu, les élus de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau tiennent à rappeler et à souligner leur pleine mobilisation et l'attachement de toute la population, des élus et plus largement des forces vives de l'ensemble du territoire, au Centre Hospitalier de Landerneau et à l'ensemble de ses personnels, soignants et non soignants.

Débats :

C'est un vœu qui entérine l'attachement des élus à l'hôpital de Landerneau et signale son importance : il y a en effet la nécessité de renforcer cet établissement sur le territoire communautaire, en plein développement. Territoire qui s'éloigne de plus en plus des autres centres hospitaliers, proches physiquement, mais longs à atteindre au vu des perturbations de circulation à certains horaires.

Jean-François BODILIS remercie le Président pour avoir proposé ce vœu, mais il pense qu'il serait aussi important de porter à la connaissance de cette assemblée le rapport de Xavier HAMON, Président de la Commission médicale de l'établissement. C'est vrai que ce vœu est très consensuel, et ne rentre pas trop dans les détails, mais il faut avoir conscience que les urgences vont être fermées pendant quelques nuits lors des vacances de Noël et que l'hôpital de Brest n'est pas étranger à ces décisions. La fermeture annoncée du laboratoire est bien une décision brestoise et il y a aussi des départs qui n'étaient pas prévus, comme précisé dans le rapport de Xavier HAMON, avec des postes basés à Landerneau qui ont été supprimés. C'est très compliqué pour le service de continuer à fonctionner. La piste d'un SMUR demeure d'actualité et pourrait venir au secours de l'hôpital de Landerneau.

Jean-François BODILIS rappelle qu'il y a une action de mobilisation des personnels prévue mardi

prochain et qu'il est important en qualité d'élus du territoire d'y prendre part. Le sujet est grave et s'il était possible de faire suivre aux élus présents ce rapport de Xavier HAMON que Patrick LECLERC a reçu en tant que Président du Conseil de surveillance. Jean-François BODILIS précise qu'il sera présent avec le personnel hospitalier à la réunion de mardi prochain.

Patrick LECLERC répond que ce qui le gêne dans ce genre de vœu, c'est qu'il y a effectivement la version de Monsieur HAMON, mais qui n'est pas le point de vue de tout le monde. D'abord il n'est pas acté que le laboratoire ferme ses portes.

Concernant la fermeture temporaire des urgences, le président indique que c'est une situation qui a déjà existé pendant la période estivale dans le passé, parce que les urgentistes ont aussi besoin de congés et que c'est compliqué quand les effectifs sont restreints en équivalents temps plein d'assurer la continuité du service. En effet, pendant la période de Noël, pendant quelques jours après 20H, les urgences seront fermées, mais il faut aussi dire qu'il existe une sorte si l'on peut dire d'hypocrisie, car dans certains métiers en tension, il est recouru à un intérim contraint avec une surenchère entre les différents établissements de soins, et ceci concerne aussi les anesthésistes et les urgentistes. Il existe d'autres manières de fonctionner et certains professionnels profitent un peu de la détresse de certains hôpitaux ce qui impacte les coûts de fonctionnement des autres établissements de santé.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Adopte ce vœu à l'unanimité.

Avec ce vœu, les élus de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas tiennent à rappeler et à souligner leur pleine mobilisation et l'attachement de toute la population, des élus et plus largement des forces vives de l'ensemble du territoire, au Centre Hospitalier de Landerneau et à l'ensemble de ses personnels, soignants et non soignants.

POINTS DIVERS

Sans objet

L'ordre du jour étant épuisé, le Président après avoir souhaité de bonnes fêtes de fin d'année aux élus communautaires lève la séance à 21H55.

Suivent les signatures du Président de la Communauté et du Secrétaire de séance.

Conseil de Communauté du 9 décembre 2022	
Emargement du Président	Emargement du Secrétaire de séance
Patrick LECLERC	Michel CORRE
	